

Un bel été indien de mobilisation sociale.

Premières leçons de septembre-octobre

samedi 11 décembre 2010, par [BORRAS Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 23 novembre 2010).

La préparation de la réforme Woerth-Sarkozy [1] sur les retraites a engendré une des mobilisations sociales les plus importantes que ce pays ait connue, comparable sinon plus importante que celle de novembre et décembre 1995 contre le plan Juppé [2] et celle du printemps 2003 contre la réforme Fillon [3], portant sur les régimes de retraite. Bien que ne disposant que de peu de recul, nous pouvons d'ores et déjà en tirer quelques enseignements.

Sommaire

- [Polarisation sociale](#)
- [Nécessité et difficultés \(...\)](#)
- [L'unité et ses limites](#)
- [Une droite discréditée](#)

Alors qu'il n'avait pas annoncé lors de sa campagne cette réforme, qu'il avait ensuite confirmé qu'il tiendrait son engagement de ne pas toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 60 ans, Sarkozy a fait volte-face. Son projet de loi, adopté en l'état par le Parlement, vise notamment à faire reculer l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, à repousser celui de l'obtention d'une retraite à taux plein de 65 à 67 ans et à rallonger la durée de cotisations de 40 à 43 annuités pour obtenir une pension sans décote.

Pour justifier ces choix radicaux, le pouvoir a martelé un argument simple, celui de l'allongement de l'espérance de vie qui risquerait de provoquer la faillite du système français de retraite. Le but affiché, sauver le système par répartition, masque bien mal le but réel, celui d'en finir avec lui.

Les organismes qui veulent généraliser les fonds de pension en France ne s'y sont pas trompés. Le groupe Malakoff Méderic, dont l'un des principaux dirigeants est le frère du Président, Guillaume Sarkozy, également l'un des principaux dirigeants du Medef [4], a fait du lobbying pour pousser à la réforme et prépare le lancement massif de ses produits. Tout au long de la mobilisation, des dizaines de milliers de fonctionnaires d'État ont reçu des mails provenant de la Préfon, un organisme de prévoyance retraite qui offre des contrats de retraite complémentaire.

Polarisation sociale

Le système de retraites par répartition en France est une des branches de la Sécurité sociale, dont la création, acquise à la Libération, résulte de décennies de luttes sociales. Basée sur la solidarité, il est aux yeux de la bourgeoisie un archaïsme et un non sens dans un monde capitaliste globalisé. Du point de vue des classes dirigeantes, détruire ces restes de solidarité, c'est libérer les gisements de profits qui « dorment ». Nul n'en doute, cette offensive sur la branche retraite fait partie d'un plan

d'ensemble qui vise aussi la branche maladie, une offensive globale contre la sécurité sociale, dont la couverture a déjà été réduite à plusieurs reprises. Elle intervient dans un contexte de crise économique et s'inscrit dans le plan d'austérité qui vise à purger le système pour restaurer les taux de profit.

En finir avec « l'exception française », c'est-à-dire refaçonner la société de ce pays pour l'aligner sur le reste du monde capitaliste développé, accroître les profits, voilà la tâche que s'est assignée la bourgeoisie et qui guide la politique du gouvernement à son entier service.

Cette réforme aurait pu passer dans le silence feutré des salons de la République. Le fait qu'elle ait provoqué du bruit et du fracas constitue une première victoire pour les partisans que nous sommes de la lutte des classes. C'est aussi une première victoire du point de vue de la nécessité de faire entendre la colère, de montrer la combativité de celles et ceux qui refusent de payer la crise partout dans le monde. Avec lucidité sur le fond, et pourtant sans garantie sur les chances d'imposer un recul à ce gouvernement « droit dans ses bottes », des millions de travailleurs, de jeunes se sont mis en mouvement. La participation aux journées de grève et de manifestations est allée crescendo, en dépit des mensonges gouvernementaux visant à minorer les chiffres. Selon le journal *Le Monde*, par effet de turnover, ce sont 8 millions de personnes qui ont manifesté au moins une fois. C'est tout simplement colossal dans un pays qui compte 65 millions d'habitants. Le rejet du projet gouvernemental, ainsi exprimé, a été confirmé par de nombreuses études d'opinion. La durée du mouvement est elle aussi assez exceptionnelle puisque les premières journées de mai puis de juin ont déjà surpris par leur ampleur et, sous diverses formes, la mobilisation a duré au-delà même de l'adoption définitive de la loi.

A ces journées multimillionnaires s'est adossé un mouvement de grève reconductible de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes dans un certain nombre de secteurs. Elle a ainsi concerné les ports, les raffineries de pétrole, les transports ferroviaires, les éboueurs de grandes villes comme Marseille ou Toulouse, les employés de certaines collectivités territoriales et des dizaines de milliers de jeunes, notamment des lycéens. La grève reconductible dans ces secteurs s'est combinée avec la multiplication des blocages. Des aéroports, des gares, des zones industrielles ou commerciales, des carrefours routiers, ont tour à tour été la cible de manifestants déterminés. Il s'agissait à la fois de faire monter le niveau de mobilisation, d'appuyer les secteurs en grève reconductible, d'avoir un effet sur l'économie pour infliger des pertes au patronat. Phénomène inédit à cette échelle d'un point de vue qualitatif et quantitatif, ce type d'action a permis de lever les barrières entre militants de différentes organisations syndicales, de favoriser l'unité entre organisations et la solidarité entre travailleurs et avec les jeunes.

Le gouvernement a beaucoup tenté pour désamorcer la grogne. Sa « pédagogie » n'ayant pas montré d'efficacité particulière, on a assisté à des manœuvres grossières comme la tentative avortée de détourner l'attention sur des questions sécuritaires ou sur les Roms massivement stigmatisés durant l'été, de jouer sur la peur de la violence en ciblant la répression, d'invoquer des menaces d'attentats. Rien n'y a fait. Rien, sauf l'usure.

Nécessité et difficultés de la grève générale

Bien que le mouvement ait considérablement compliqué la tâche du pouvoir, contribué à son affaiblissement et à son discrédit, il n'a pu l'empêcher de faire passer sa réforme. Cela pose des problèmes d'ordre stratégiques sur lesquels il faut s'arrêter.

Compte tenu de l'ampleur de l'attaque, du niveau de détermination du gouvernement à imposer sa réforme, il aurait fallu frapper bien plus fort. Ne pas se contenter de bloquer tel ou tel secteur

d'activité mais bloquer tout le pays. Seule la grève générale reconductible l'aurait permis.

Malgré l'action consciente de dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes pour généraliser la mobilisation, celle-ci n'a pu se produire. Alors que le rejet du pouvoir et de sa politique est manifestement bien plus fort qu'en 1995, que les journées d'action étaient plus massives [5], la grève reconductible a été plus faible. Il n'existe pas de cause unique à cet état de fait. C'est une conjonction de phénomènes étroitement imbriqués qui l'explique. Cela renvoie d'abord à un déficit de confiance dans la possibilité de gagner, d'imposer le retrait du projet de loi. Sur certains secteurs, le poids des défaites du passé pèse de ce point de vue négativement. Pèse également l'atomisation du salariat, le poids du chômage et de la précarité, l'incertitude sur l'avenir, la difficulté à « joindre les deux bouts ». Il faut noter que le taux d'endettement des ménages est aujourd'hui supérieur de 10 % à ce qu'il était en 1995. Pour surmonter ce dernier aspect, il faut que des millions de travailleurs aient acquis la conviction que la grève va taper moins fort leur portefeuille que les conséquences de la défaite, tout simplement parce que l'on est convaincu que la victoire est à portée.

Il faut aussi examiner l'attitude des directions des grandes confédérations syndicales. Nationalement, le syndicat Solidaires [6] qui a défendu de bout en bout la nécessité de la grève générale, s'est trouvé isolé sur cette ligne. N'étant pas de la même nature, ni la direction de la principale centrale, la CGT [7], ni a fortiori celle de la seconde, la CFDT [8], ne sont animées par la radicalité, la volonté de pousser les luttes à leur intensité maximale dans le but d'infliger, par le rapport de force, des reculs au pouvoir. Elles sont plutôt forgées au « dialogue social », à la négociation, au compromis. Si l'unité a pu se nouer et durer en dépit des divergences entre elles, en dépit des effets de la concurrence bureaucratique, si les appels à la mobilisation se sont multipliés, c'est d'abord le résultat de l'attitude du gouvernement qui n'a rien voulu lâcher à aucun moment. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir tendu la perche, du côté du duo Thibault-Chérèque, respectivement numéros un de la CGT et de la CFDT, qui ont tous deux demandé l'ouverture de négociations sans jamais exiger le retrait du projet. C'est aussi parce que la pression est venue de la base. Les premiers tests de mobilisation ont montré un haut niveau de disponibilité à l'action et des équipes syndicales ont voulu pousser plus loin et plus fort, conscientes également qu'il en allait de leur crédibilité, de leur utilité, de leur fonctionnalité. Preuve que le jeu n'est pas fermé, des intersyndicales locales, comme dans les départements du Puy-de-Dôme, de la Haute-Garonne ou des Ardennes ont fait preuve d'une combativité plus grande, multipliant les actions interprofessionnelles de blocage, ajoutant des journées de grève départementales aux journées annoncées au plan national. Ces journées locales ont elles aussi connu des succès, signe qu'il était possible d'aller plus loin.

L'autre faiblesse du mouvement réside dans le faible niveau d'auto organisation des luttes. Là où les luttes étaient les plus dures, ce sont les intersyndicales de boîtes qui ont poussé et dans le même temps gardé la maîtrise des rythmes et des formes de la mobilisation. Phénomène généralisé, la faiblesse de la participation aux assemblées générales pour décider des suites ou organiser l'action contrastait avec la massivité de la participation aux journées de grève et aux manifestations. Ainsi, il était devenu impossible de faire sortir la lutte du cadre étrié dans laquelle elle était maintenue par l'intersyndicale nationale et dans les branches, secteurs, entreprises, par des équipes de responsables syndicaux locaux trop timorés.

Il n'en demeure pas moins que l'attractivité des syndicats s'est trouvée renforcée par cette mobilisation. Cela se voit à l'œil nu. La CGT d'abord, mais aussi Solidaires ou la FSU [9] recrutent. Et c'est positif. Des équipes de jeunes militantEs syndicaux radicaux ont émergé et c'est un atout pour l'avenir.

L'unité et ses limites

Au-delà de leur fonction de défense des intérêts des salariés, on a pu noter également que la population investissait les syndicats d'une fonction politique d'opposition à la droite au pouvoir. Logique quand on voit la crise de crédibilité qui frappe les grands partis institutionnels d'opposition parlementaire et en premier lieu le Parti socialiste (PS). Celui-ci a cherché à surfer sur le rejet de la droite pour avancer ses pions en vue de l'alternance en 2012 [10]. Les principaux dirigeants du PS étaient présents aux manifestations, à la tête du cortège de leur parti. Le fait que puisse se constituer un front large de toute la gauche politique, syndicale et associative contre la droite a joué en faveur du mouvement. Mais en même temps, la partie a été difficile tant la proximité du PS avec le pouvoir est forte sur le fond du dossier. Sarkozy, Fillon et Woerth ne se sont pas privés de fustiger la duplicité, en évoquant les propos en appui à la réforme de l'actuel président du FMI et potentiel candidat socialiste à la future élection présidentielle, Dominique Strauss Kahn. Ils n'ont pas eu de mal aussi à souligner les contradictions du PS dont la principale dirigeante, Martine Aubry, s'est pris les pieds dans le tapis en approuvant le passage à 62 ans puis en se ravisant. Le PS n'a jamais revendiqué le retrait du projet de loi ni énoncé les mesures pour un programme véritablement alternatif, c'est-à-dire basé sur le partage des richesses, et pour cause. Le vote par des parlementaires socialistes de la disposition de la loi concernant l'allongement de la durée de cotisation, a résonné comme un aveu. Certains dirigeants PS ont poussé cette logique jusqu'au bout. A Marseille, dans la ville qui apparaissait comme la « capitale de la grève », le principal dirigeant du PS local, Guerini, a lancé un appel conjoint avec le maire de droite Gaudin à arrêter la grève...

Il n'en demeure pas moins que nombre de militants et sympathisants du PS ont participé au mouvement, comme ceux des autres partis de gauche, Front de gauche [11], Lutte ouvrière et le NPA. Une campagne unitaire de meetings, à l'initiative d'Attac et de Copernic [12], a permis d'associer toutes ces forces pour diffuser les arguments contre la loi et populariser des réponses à la crise alternatives au libéralisme.

Mais des divergences ont aussi vu le jour. Alors que la généralisation de la grève devenait la question clé, les responsables du Front de gauche, en premier lieu Jean-Luc Mélenchon, menaient bataille pour... la tenue d'un référendum. Cela ne constitue pas seulement un objectif inatteignable pour diverses raisons, cela révèle aussi les divergences de fond avec ce courant antilibéral et réformiste qui connaît un certain regain en France. Lors d'une crise politique et sociale d'ampleur, les dirigeants du Front de gauche cherchent une réponse institutionnelle. Cette vision de la politique est basée sur un certain partage des tâches. Aux syndicats de fixer les rendez-vous de mobilisation. Aux partis de trouver un débouché politique.

Au NPA, si nous savons qu'il existe des différences de fonction entre parti et syndicats et que ces deux types d'organisation ont leurs spécificités et leur utilité, nous rejetons cette vision mécaniste et découplée de l'action politique. Quoi de plus politique que l'irruption des masses ? Quel meilleur débouché que celui de la prise en main par la majorité de la population de son propre destin ? Affirmer la nécessité de la grève générale, c'est à la fois indiquer la bonne méthode pour gagner et favoriser la crise politique, permettre qu'elle se cristallise et que des solutions voient le jour au renversement d'un gouvernement, à la mise en échec de sa politique. Quand l'opportunité de défendre cette solution trouve l'oreille de centaines de milliers de travailleurs en lutte, alors il faut le faire. Cela ne doit certes pas être affirmé de façon atemporelle ou incantatoire, mais c'est la voie stratégique la plus fiable pour révolutionner la société. Une stratégie qui se vérifie et s'affine au travers d'expériences tirées de l'analyse du cours de la lutte des classes. De ce point de vue, la stratégie combine à la fois la préparation patiente mais constante de l'affrontement entre la majorité de la population et la minorité de privilégiés et la recherche de l'expression, de la consolidation de majorités d'idées qui s'opposent radicalement à l'organisation même du système et préfigurent les

contours d'une société de rechange. Sans en exagérer la portée, le fait qu'une large majorité de la population soit prête à défendre un système basé sur la solidarité constitue une victoire politique dans la cinquième puissance capitaliste de la planète. Car si le gouvernement a gagné sur le terrain institutionnel, celui du vote d'une loi, s'il a infligé un recul à des millions de salariés qui vont pâtir de sa politique, il n'a pas réussi à convaincre. Il a perdu sur le terrain de l'opinion. Il a perdu sur l'idée que sa politique est la seule possible, pas très enthousiasmante mais faite pour l'intérêt général. Précieux acquis en ces temps de crise.

Une droite discréditée

La droite au pouvoir sort discréditée y compris aux yeux de travailleurs qui avaient cru aux promesses du candidat Sarkozy, qui s'étaient laissés séduire par son slogan électoral, « travailler plus pour gagner plus ». A leurs yeux, Sarkozy n'est plus le président du pouvoir d'achat, il est celui des riches. Le feuilleton Woerth-Bettencourt a largement contribué à ce discrédit en même temps que cela donnait une raison supplémentaire de se mobiliser. Pendant que le ministre des affaires sociales demande au peuple de serrer d'un cran supplémentaire sa ceinture, il affiche une proximité crapuleuse avec les principales fortunes de ce pays. L'image de la corruption, de l'étalement des richesses, du favoritisme, n'est pas très bon pour la cote de popularité. Au-delà, c'est la personne de Sarkozy qui est touchée, suscitant un rejet profond et virulent. Et le remaniement qu'il vient d'opérer n'y change rien. Cela ne dit pas que sa défaite électorale pour 2012 soit d'ores et déjà acquise. Mais le nombre de celles et de ceux qui ne peuvent plus supporter qu'il demeure en place s'est considérablement accru.

Un mouvement est aussi riche de sa diversité. Parmi les manifestants de l'automne, un certain nombre a décidé d'attendre 2012 pour mettre Sarkozy dehors en le remplaçant par son challenger socialiste. Mais d'autres voient bien que le PS au pouvoir, à l'image de ce qui se passe en Grèce, dans l'État espagnol ou au Portugal, sera une autre façon de faire payer la crise à la majorité de la population.

A l'issue de ce mouvement, c'est à ceux-là que le NPA s'adresse. En pleine préparation de son premier congrès national, il élabore un document partant de l'analyse de la double crise économique et écologique d'ampleur inégalée que connaît le système capitaliste pour énoncer des réponses transitoires à cette crise. Son dernier Conseil politique national a lancé un appel au débat pour l'alternative anticapitaliste. Ce débat ne concerne pas uniquement des forces politiques organisées mais aussi ces dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui cherchent une alternative aux politiques de droite et de gauche institutionnelle. Tourner le dos aux sirènes socialistes, à l'impasse que constituerait de s'en remettre à une énième mouture de coalition gouvernementale autour du PS est une condition nécessaire pour ouvrir une autre perspective. En ce sens, le NPA œuvre à ce que les cadres du débat soient trouvés pour confronter les points de vue quant à la préparation des prochaines étapes de la lutte, aux contours et au contenu d'une alternative anticapitaliste.

Fred Borrás, Toulouse, le 23 novembre 2012.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n°567-568..

Notes

[1] Éric Woerth était le ministre du gouvernement Sarkozy-Fillon, en charge de la réforme. Mouillé dans des affaires et honni, il a fait les frais du remaniement qui a suivi la mobilisation.

[2] Alain Juppé était le Premier ministre du gouvernement de droite, sous la présidence de Jacques Chirac, en 1995.

[3] François Fillon, l'actuel Premier ministre, était ministre des Affaires sociales du gouvernement Chirac-Raffarin.

[4] Le Mouvement des entreprises de France (Medef) est l'organisation du grand patronat, dirigé par Laurence Parisot.

[5] En 1995, les syndicats comptabilisaient de l'ordre de deux millions de manifestants pour les grandes journées d'action contre 3 millions cette fois-ci. A une échelle moindre, les chiffres du pouvoir indiquent la même tendance.

[6] Union syndicale Solidaires est organisation syndicale minoritaire, issue en partie de l'exclusion de la CFDT à la fin des années 1980 d'équipes syndicales radicales et qui ont constitué des syndicats Sud (Solidaires Unitaires Démocratiques) devenus influents dans certains secteurs (Postes, Rail, Impôts...).

[7] La Confédération générale du travail (CGT) est la première organisation syndicale en France (34 % des voix aux élections prudhommales de 2008). Longtemps dirigée par le PCF, son appareil central s'est autonomisé alors que ce parti est passé au second plan sur la scène politique. Elle a intégré la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Bernard Thibault, de la Fédération des cheminots, est son secrétaire général depuis 1999.

[8] Confédération française démocratique du travail (CFDT), est la seconde organisation syndicale en France (21, 8 % des voix aux élections prudhommales de 2008). Issue de la radicalisation du syndicalisme chrétien (scission majoritaire de la CFTC en 1964), radicale et autogestionnaire dans les années 1960 et 1970, elle a été « recentrée » sous la houlette d'Edmond Maire après 1978 et a exclu ses courants radicaux des secteurs des Postes et Télécommunications et de la Santé en 1988, La CFDT a soutenu contre les grévistes la réforme des retraites en 1995, puis celle de 2003, ce qui a provoqué de nouveaux départs des courants radicaux. François Chérèque est son secrétaire général depuis 2002.

[9] Fédération syndicale unitaire (FSU), principal syndicat des salariés de l'Éducation, de la recherche, de la culture.

[10] En 2012 auront lieu les prochaines élections (présidentielle et législatives) en France.

[11] Le Front de gauche réunit notamment le PCF (Parti communiste français) et le PG (Parti de gauche) créé à la faveur de la sortie du PS de groupes de militants dont le principal leader est l'ancien ancien sénateur et ministre socialiste, et actuel député européen, Jean-Luc Mélenchon.

[12] Attac est une association d'éducation populaire visant à lutter contre le libéralisme et à diffuser des arguments contre les politiques libérales et en faveur d'une autre répartition des

richesses. Copernic est une fondation dont les objectifs sont proches.